

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 13 novembre 2025

PLF 2026 : les associations d'élus mobilisées pour garantir la cohésion sociale et la cohérence de la politique de la ville

Alors que les débats budgétaires se poursuivent au Parlement, l'Association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF), l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), l'Association des maires d'Ile-de-France (AMIF), France urbaine, l'Association des petites villes de France (APVF), Villes de France et Intercommunalités de France alertent ensemble sur plusieurs dispositions du projet de loi de finances pour 2026, susceptibles d'affaiblir la politique de la ville et la cohésion des territoires.

Les mesures d'ordre général portant sur le bloc local s'élèvent à près de 8 milliards d'euros selon le président du Comité des finances locales et frappent fortement les communes les plus fragiles très impactées par la hausse massive du taux de cotisation de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, la réduction du Fonds vert dont 15% devait être fléché sur les quartiers prioritaires ou encore la baisse de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle et la réduction de 25 % des compensations liées à la fiscalité des locaux industriels qui engendre une perte évaluée à 1,2 milliard d'euros pour les territoires qui accueillent usines, entrepôts et sites de production.

Les crédits des politiques de droit commun structurantes pour nos quartiers sont également réduits : missions locales, économie sociale et solidaire, pass Sport, pass Culture, Fonds national des aides à la pierre, Colos apprenantes.

À cela s'ajoute la baisse des crédits de la politique de la ville : nous déplorons la suppression des cités de l'emploi et de leur financement ou la réduction des financements des quartiers d'été. Le financement de la rénovation urbaine ne prend pas suffisamment en compte les besoins, ce qui pèsera sur la bonne réalisation des opérations et la trésorerie des collectivités.

Le regroupement de la Dotation politique de la ville, de la Dotation de soutien à l'investissement local et de la Dotation d'équipement des territoires ruraux au sein du seul Fonds d'investissement pour les territoires, censé simplifier la gestion locale, suscite également de fortes inquiétudes considérant qu'il pourrait signifier la dilution de la part réellement consacrée aux quartiers prioritaires de la politique de la ville, une mise en concurrence entre territoires urbains et ruraux et une perte de lisibilité et de traçabilité des crédits, rendant difficile l'évaluation de la politique publique.

Dans un tel contexte, nous appelons :

- à maintenir une Dotation politique de la ville spécifique et bien identifiée ainsi qu'une parité d'évolution entre dotation de solidarité urbaine et dotation de solidarité rurale ;
- à réabonder les crédits de l'ANRU de 50 millions d'euros en vue de nous rapprocher des besoins 2026 estimés à 250 millions d'euros ;

- à maintenir les crédits alloués au programme 147 hors rénovation urbaine et sanctuariser les dispositifs qui ont montré leur efficacité, tels que Cités éducatives, Colos apprenantes, Quartiers d'été, pass Sport, contrats adultes-relais ;
- à engager dès 2026 l'alignement des taux d'encadrement des écoles orphelines avec celui des établissements de l'éducation prioritaire comme s'y est engagée la ministre de l'Éducation nationale lors du dernier Comité interministériel des villes.

Les programmes bénéficiant aux quartiers prioritaires de la politique de la ville, souvent dispersés dans plusieurs lignes budgétaires, doivent en outre bénéficier d'une visibilité pluriannuelle et d'un pilotage national lisible.

Aussi, considérant que les inégalités territoriales se creusent et que la situation dans les quartiers se dégrade, nous appelons le Gouvernement et le Parlement à consolider les moyens d'action des communes ayant des quartiers prioritaires afin de faire en sorte que leurs 6 millions d'habitants aient accès aux mêmes droits et services sur l'ensemble du territoire national.

Contacts presse :

Association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF)

Jean Coulon-Mazeau · jean.mazeau@ville-et-banlieue.org · 06 40 47 40 83

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF)

Marie-Hélène Galin · marie-helene.galin@amf.asso.fr · 01 44 18 13 59

Association des maires d'Ile-de-France (AMIF)

Aude Goblet · agoblet@amif.asso.fr · 07 88 32 45 14

France urbaine

Julie Jollivet · j.jollivet@franceurbaine.org · 07 56 82 43 12

Association des petites villes de France (APVF)

Antoine Ollivier · aollivier@apvf.asso.fr · 06 47 43 02 28

Villes de France

Margaux Beau · margaux.beau@villesdefrance.fr · 06 67 08 05 82

Intercommunalités de France

Yoann Jacquet · y.jacquet@intercommunalites.fr · 06 71 50 65 88